

# LE TEMPS

---

sri lanka Jeudi 28 mai 2009

## L'échec du Conseil des droits de l'homme

Par Stéphane Bussard

### Les membres ont voté une résolution clémente pour Colombo

Le Sri Lanka n'a pas à craindre les foudres du Conseil des droits de l'homme (CDH). Lors d'une session extraordinaire de l'institution onusienne tenue mardi et mercredi et consacrée à la situation des droits humains au Sri Lanka, Colombo a bénéficié du soutien de 29 pays (sur les 47 membres) qui ont voté une résolution lénifiante à son égard. Parmi ses principaux soutiens: Cuba, la Chine, l'Inde, le Pakistan ou l'Arabie saoudite.

La session a été moins l'occasion d'examiner la situation des droits de l'homme au Sri Lanka que d'exprimer avec virulence les nouveaux rapports de force sur la scène internationale. La résolution adoptée se borne à condamner les violations commises par les rebelles des Tigres tamouls. A l'image des Européens, Dante Martinelli, ambassadeur de Suisse auprès de l'ONU, a déploré que le document ne mentionne pas explicitement l'obligation de Colombo d'accorder aux humanitaires un plein accès aux camps de réfugiés. «Il manque aussi une référence claire à l'obligation du gouvernement du Sri Lanka d'enquêter sur toutes les allégations de violations des droits de l'homme [...]»

### Rôle majeur de la Suisse

Dans le cadre de la session, la Suisse a joué un rôle majeur de facilitateur au sein d'un groupe transrégional comprenant entre autres le Mexique, le Chili, l'Union européenne, la Suisse et Maurice, donnant espoir de voir émerger une coopération moins tributaire des blocs régionaux. Ces Etats ont tenté en vain de produire un texte plus équilibré qui souligne aussi les responsabilités de Colombo. Mercredi, la confrontation s'est poursuivie en petits groupes de 4 pays en présence du président du CDH. Mais ce fut un dialogue de sourds. En plénière, Cuba a réussi le prodige de faire passer une motion empêchant tout dialogue. Quant à l'ambassadeur du Sri Lanka Dayan Jayatilleka, il a longtempes snobé les ambassadeurs à Genève et s'est dit surpris qu'on tienne une session spéciale sur son pays alors qu'il n'y a pas, selon lui, de civils qui sont encore pris au piège d'un conflit terminé.

LE TEMPS © 2009 Le Temps SA